

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse  
**Band:** 137 (1992)  
**Heft:** 1

**Artikel:** Kaspar Villiger et... Andreas Gross, ce "héros" du combat pour une Suisse désarmée  
**Autor:** Meuron, Luc de  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-345165>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 17.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# **Kaspar Villiger et... Andreas Gross, ce «héros» du combat pour une Suisse désarmée<sup>1</sup>**

par Luc de Meuron

Tout semblait devoir opposer ces deux personnalités, l'une, chef du Département militaire fédéral, et l'autre, grand meneur du «Groupe pour une Suisse sans armée». Et pourtant, ce ne sera pas le cas, car Andreas Gross, élu le 20 octobre conseiller national socialiste, est devenu membre de la Commission militaire, pardon de la Commission de sécurité! Seuls s'en étonneront ceux qui ont oublié que nos hautes autorités de la défense de la Suisse ont voulu que l'armée remplisse désormais trois missions (défense, promotion de la paix, aide en cas de catastrophe). Il faut déjà s'estimer heureux que la défense militaire soit encore la première de ces trois missions, car, au train où vont les choses, tout devient possible, étant donné que, comme l'a relevé la revue *Défense* dans son numéro d'octobre, «Nous laisserons ouverte l'option Europe»! Ce propos n'est pas celui d'un quelconque plumeur du DMF, mais celui du chef de ce Département, qui a ajouté: «Notre planification doit être telle que nous puissions nous intégrer ultérieurement dans une architecture européenne de sécurité.» L'intention est peut-être excellente, mais comment cette intégration va-t-elle se réaliser?

Il est décidément bien difficile de l'imaginer quand, dans le même texte, on peut lire: «La Suisse reste un pays neutre en Europe» et «Seule ou en collaboration, la Suisse doit pouvoir garantir à l'Europe qu'elle ne sera pas un vide au plan de la politique de sécurité, [parce que] notre armée, orientée de façon purement défensive, tient compte de cette réalité, notamment dans la conception d'engagement» qui caractérise «Armée 95»; elle est «euro-compatible» et «euro-utilisable»! Mais qu'entend donc Kaspar Villiger en utilisant ces deux adjectifs qui sont vagues et, en même temps, inquiétants?

On ne saurait donc guère s'étonner que cette nouvelle philosophie militaire ou qui se veut telle ne tranquillise nullement certains de nos officiers supérieurs, à commencer par l'actuel chef de l'instruction Binder (démissionnaire à la fin du mois de décembre) et quatre divisionnaires qui ont été récemment convoqués par le chef du DMF qui leur a «passé un savon de première» pour «les remettre au pas». C'est du moins ce qu'a cru devoir écrire à ce sujet *Le Nouveau Quotidien* du 29 novembre sous le titre fort satisfaisant pour tous les Andreas Gross de notre pays: «Villiger met ses généraux au pas»!

Tout se passe ainsi comme si, à la tête du DMF, on estimait qu'il était temps que, dans un pays où le mot «militaire» est de plus en plus honni, les principaux responsables de notre armée sur le terrain comprennent que leur devoir n'est plus essentiellement de préparer leurs troupes à la guerre, puisque, selon Kaspar Villiger lui-même, «Notre politique de sécurité est fondée sur: la création d'une Europe plus stable»! Une Europe plus stable? Tout nous démontre au contraire que notre continent a abordé une période d'agitation qui ne nous réserve rien de bon. Sans compter les turbulences qui se produisent au sein de notre armée, dont les causes ne se situent pas seulement dans l'état d'esprit de certaines recrues et de certains soldats et gradés, mais dans certaines décisions prises ou ratifiées par l'ex-Commission de défense militaire.

On comprend que l'entrée d'Andreas Gross dans un tel organe, par la grâce de

<sup>1</sup> Tiré de *Lettre politique* N° 210 du 20 décembre 1991, Case postale 36, 2007 Neuchâtel 7.

ses pairs socialistes et en raison (lâchons le mot!) de la veulerie des représentants des partis dits bourgeois, ait surpris et indigné plus d'un. Pourtant le chef du DMF a déclaré récemment (*LNQ*, 29 novembre): «J'ai besoin de chefs, (réd.: de collaborateurs civils et militaires sûrs et efficaces?), qui mènent à bien la plus grande réforme de l'armée de notre histoire». (réd.: !!!) Qu'a fait ce même chef pour écarter de la commission de sécurité un Andreas Gross qui, avec franchise, a confié à *L'Express* (12 décembre): «Je suis un citoyen libre qui ne se laissera jamais passer la camisole de force.»

Il n'est donc pas déplacé de poser la question suivante à ce «citoyen libre»: «Que ferez-vous le jour où, au nom de vos convictions antimilitaristes, vous estimerez de votre devoir de révéler publiquement ou de communiquer à vos amis à la veille d'une campagne populaire antimilitariste ce que vous aurez appris dans l'exercice de votre mandat de membre de la Commission de sécurité?» Ainsi, l'entrée d'un Andreas Gross dans cette commission, présidée comme par hasard par le conseiller national socialiste Helmut Hubacher, est plus qu'un fait préoccupant, elle est tout simplement indécente.

L. M.

## **RMS** COURRIER

### **A propos de l'exercice opératif 1991 (RMS, décembre 1991)**

L'article du rédacteur en chef, consacré à l'exercice opératif 1991, a retenu toute mon attention. Je vous remercie d'avoir présenté ces travaux très peu de temps après leur déroulement. Ayant investi un assez grand nombre d'heures dans cet exercice, une remarque m'a particulièrement touché, principalement sur le plan professionnel.

Vous déplorez que les autorités cantonales aient été si peu marquées, ce qui empêchait les états-majors territoriaux d'entraîner vraiment leur mission primaire. Je tiens à préciser que les autorités cantonales ont précisément répondu aux demandes qui leur ont été faites, contrairement à ce que votre remarque pourrait laisser croire.

Par exemple, des représentants de l'état-major cantonal vaudois de défense civile ont participé à toutes les activités pour lesquelles leur présence avait été sollicitée par le sous-chef d'état-major «Instruction opérative», le divisionnaire Louis Geiger; il

n'a jamais été demandé d'assurer une permanence de cet état-major. La direction de l'exercice l'aurait demandé, cette permanence aurait été garantie.

Pour des motifs que j'ai peine à expliquer, il semblerait que tous les cantons situés dans le secteur du corps d'armée de campagne 1 n'aient pas été semblablement tenus au courant des préparatifs de cet exercice.

Cet état de fait est plus dû aux préparatifs qui auraient dû être entrepris par les responsables fédéraux de la défense générale que par un état d'esprit des partenaires cantonaux qui ont toujours répondu présent; encore faut-il qu'ils soient informés et qu'ils soient convoqués à temps.

Sur ce point d'organisation, nous souhaitons que cet exercice sera bénéfique pour la défense générale.

Jean-Michel Falconnier  
Commissaire à la  
défense civile (VD) Blonay

#### **Commentaire de l'auteur de l'article**

Les remarques concernant la présence des autorités cantonales concernaient les états-majors de marquage à Lucerne. Effectivement, les commandants des arrondissements territoriaux ne disposaient pas de répondants civils. Ma formulation laissait à désirer, puisqu'elle donnait l'impression de concerner également les états-majors exercés (dW).